

* **IPCC:** Intergovernmental Panel in Climate Change, Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) auprès de l'ONU. Le GIEC ne procède pas lui-même à des recherches scientifiques, mais rassemble les résultats des recherches dans les différentes disciplines, dont la climatologie.

Sources: résumé du Ministère allemand de l'environnement et de la protection de la nature ainsi que de la formation et de la recherche.

3^{ème} partie du rapport du GIEC sur le climat en bref



> COMMENT FREINER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le 3^{ème} volet du 4^{ème} rapport du GIEC sur le climat* a été présenté à Bangkok au début de mai 2007. En voici les points essentiels: tout doit être mis en œuvre pour limiter le réchauffement climatique à deux degrés Celsius. Cela ne sera possible que si l'on renverse la tendance en matière de rejets de gaz à effet de serre d'ici 2020 et qu'à partir de cette date, les émissions de CO₂ baissent. Un changement de politique radical est indispensable. Les gouvernements doivent investir massivement dans des technologies pauvres en CO₂ d'ici 2030.

Version complète du résumé sur www.elections-climat.ch

Réduire les rejets de gaz à effet de serre

«Continuer sur la lancée» voudrait dire que, si l'on ne prend pas de mesures plus conséquentes, les émissions de gaz à effet de serre vont, selon les scénarios de développement, augmenter de 25 à 90% jusqu'en 2030; et jusqu'à 270% (par rapport à l'an 2000) d'ici 2100. Or, ni l'homme ni l'environnement ne peuvent supporter de tels taux.

Le message des chercheurs du GIEC est donc clair: l'augmentation des gaz polluants que sont le dioxyde de carbone (trafic, production d'énergie), le méthane et le protoxyde d'azote (élevage, culture de riz aquatique, engrais) doit être stoppée d'ici 2020, si l'on veut que le réchauffement climatique ne soit pas nettement supérieur à 2 degrés (par rapport à l'ère préindustrielle de 1750). Après 2020 et jusqu'en 2050, une réduction massive d'environ 60% doit être atteinte.

La communauté internationale n'a donc que quelques années devant elle pour renverser durablement la tendance en matière de rejets de gaz à effet de serre.

De l'avis des climatologues, un dépassement du seuil des 2 degrés doit être évité à tout prix, car les conséquences du changement à l'échelle globale deviendraient «incontrôlables».

Toutes les mesures de protection du climat prises jusqu'ici, également celles décidées dans le cadre du Protocole de Kyoto, constituent une importante avancée, mais sont toutefois «inadéquates» pour renverser la tendance des émissions de gaz à effet de serre dans son ensemble, constatent les experts du GIEC.

Réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030 – possibilités et coûts

Selon le GIEC, il n'y a qu'une solution: quiconque produit des émissions de gaz à effet de serre doit passer à la caisse. En appliquant un tarif de 100 dollars US par tonne de CO₂, la concentration de gaz à effet de serre pourrait être limitée à 450-550 ppm (parties par million) d'équivalents CO₂ avec un réchauffement de 2 à 3 degrés au cours de ce siècle. En comparaison, à l'époque préindustrielle, la concentration s'élevait à 280 ppm, tandis qu'aujourd'hui, elle tourne déjà autour des 410 ppm.

Le rapport du GIEC le déclare sans ambages: la production de CO₂ doit avoir un prix. Avec le produit de la taxe sur le CO₂, des technologies respectueuses de l'environnement pourront être encouragées. Cela stimulera l'évolution technologique, renforcera la sé-

curité énergétique, contribuera à améliorer l'emploi et la qualité de l'air. Mais cela ne pourra se faire sans l'intervention de l'Etat.

Les chercheurs du GIEC s'attendent à des coûts de 3% du PNB global au maximum. C'est le prix à payer si l'on veut mettre un frein à ces changements, seule décision qui puisse encore sauver l'humanité de l'effondrement climatique.

D'énormes potentiels d'économies

Les chercheurs du GIEC ont localisé partout d'énormes potentiels d'économies d'énergie. Par exemple, au niveau de l'isolation des bâtiments, du chauffage et de la production d'eau chaude sanitaire. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables peuvent être encouragés au moyen de taxes, de normes énergétiques, de labels ou de subventions.

Autres économies possibles, au niveau de la circulation: plus le prix des carburants fossiles par automobile ou par avion sera élevé et plus les énergies alternatives produisant moins de CO₂ seront concurrentielles. Pour la voiture, par exemple, les émissions de gaz à effet de serre peuvent être déjà réduites de 50% d'ici 2030 grâce à des moteurs moins gourmands et le recours à des technologies hybrides.

La situation est on ne peut plus claire: avec 2 degrés de plus au maximum (par rapport à 1750), les conséquences du réchauffement climatique pourraient vraisemblablement être maintenues à un niveau supportable. Toutefois, si l'on ne réagit pas rapidement, qu'on ne fait pas des efforts et des investissements importants – notamment en évitant de produire des émissions de CO₂ ou en utilisant des technologies moins polluantes – cet objectif ne sera pas réalisable.

Ne rien faire coûtera plus cher, et de manière inégale, avertissent les chercheurs. Il est urgent de pratiquer une politique climatique active. Les pays du tiers monde vont déjà être particulièrement touchés par la sécheresse, les maladies ou les inondations au cours des prochaines années. Cela provoquera des millions de réfugiés climatiques.

Une politique de protection climatique claire est nécessaire

Si l'on veut limiter à 2 degrés l'augmentation moyenne de la température jusqu'en 2030, il va falloir stopper la croissance des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 et la faire baisser de 60% d'ici 2050. Si l'on tarde pour prendre des mesures visant à réduire les émissions de gaz polluants, cela entraînera des coûts qui seront plus élevés et inégaux.